

Dossier de demande de financement Fondation Crédit Coopératif

L'innovation sociale et citoyenne au service du développement économique des territoires vers une transition écologique et solidaire

Table des matières

1	Introduction	2
2	Présentation générale du Mouvement pour l'Economie Solidaire	3
2.1	Historique et mission sociale du mouvement	3
2.2	Les membres du Mouvement et la gouvernance	3
2.3	Le projet d'activité	4
2.4	Budgets et équipe opérationnelle	5
2.4.1	Le budget réalisé en 2019	5
2.4.2	Le budget 2020	7
3	Le projet : L'innovation sociale et citoyenne au service du développement des territoires	9
3.1	Contexte général	9
3.2	L'action du MES dans ce contexte	10
3.3	Des Constats , un diagnostic et des enjeux partagés	13
3.4	L'inscription du projet dans une démarche de recherche action en lien avec le Collège d'études mondiales - FMSH	14
4	Description du projet	16
4.1	Objectifs	16
4.2	Description concrète de la méthodologie envisagée	18
4.2.1	Les visites apprenantes comme espaces de formation-action	18
4.2.2	Diffusion de l'expérimentation sur de nouveaux territoires	20
4.3	la fiche projet : Accompagner l'innovation sociale et citoyenne dans le développement économique des territoires vers une transition sociale et écologique	21
4.4	Calendrier prévisionnel et Livrables attendus	22
4.5	Moyens mis en œuvre	24
4.6	Budget du projet et plan de cofinancement	24
4.6.1	Budget prévisionnel par an sur trois ans	24
4.6.2	Plan de financement	25
5	Résultats attendus et évaluation	26
5.1	Livrables du projet	26
5.2	Les indicateurs de suivi et d'évaluation du projet	27
5.3	Pérennité et développement du projet	27

1 Introduction :

Ce dossier de demande de financement auprès de la Fondation Crédit Coopératif s'inscrit dans l'axe 3 des champs d'intervention de la fondation : **LA TRANSFORMATION**.

Le Mouvement pour l'Economie Solidaire, tête de réseau de l'économie sociale et solidaire, membre d'ESS France et du Conseil supérieur de l'ESS, est le seul réseau national de représentation transversale de l'économie solidaire. A ce titre il regroupe notamment des réseaux régionaux et des réseaux nationaux sectoriels de l'économie solidaire .

Dans le cadre de son projet stratégique de 2020 - 2023 pour accompagner le développement de l'ESS en France, le mouvement s'engage sur quatre chantiers prioritaires de coopération entre ses membres pour accompagner la nécessaire transition écologique et solidaire de notre société.

C'est autour de l'un de ces chantiers : **L'innovation sociale et citoyenne au service du développement économique des territoires**, que porte la demande de soutien du MES.

Depuis plusieurs années, les réseaux membres du MES accompagnent ou participent à l'émergence d'actions innovantes de développement économique à l'échelle des territoires avec un enjeu commun : la participation active des citoyens. Ils favorisent ainsi l'émergence d'innovations mobilisant de nouvelles ingénieries, modèles économiques, méthodes de travail, alliances d'acteurs, parties prenantes... et investissent les enjeux de la transition énergétique, des nouvelles mobilités, de l'habitat partagé, des circuits courts alimentaires, des nouvelles formes de solidarité et d'emploi, des droits culturels ou des communs....

Dans une volonté de développer la capacité des citoyens et des acteurs publics et privés à coopérer pour un développement économique qui réponde aux enjeux spécifiques à chaque territoire, les modes d'accompagnement suscitent une mise en synergie des ressources et favorisent l'émergence d'initiatives construites collectivement dans une optique de développement durable.

Pour autant ces expériences ne bénéficient pas jusqu'à présent, au sein du mouvement, d'une capitalisation et d'une mise en commun à l'échelle nationale. A un moment où plusieurs actions émergent au niveau national : de l'étude-action « *Dynamiques collectives de transition dans les territoires* ». du Labo de l'ESS¹, au *Carrefour des innovations sociales*² ou à des *Fabriques des Transitions*³, il est important que le MES contribue à alimenter ces démarches de ses expériences et de son savoir faire.

L'objet de cette demande porte sur le cofinancement d'une recherche action participative : *L'innovation sociale et citoyenne au service du développement économique des territoires*, élaborée en deux phases : La *construction d'une communauté d'accompagnateurs MES à la coopération* au service d'une transition solidaire et écologique des territoires, puis la diffusion et l'expérimentation de la méthode capitalisée à d'autres territoires

1 Cf. pré rapport de l'étude publié le 6 février 2020 : http://www.lelabo-ess.org/IMG/pdf/pre-rapport_dpt_vf_web.pdf

2 <https://www.carrefourdesinnovations sociales.fr/fr/le-projet>

3 <http://fabriquedestransitions.net/>

2 Présentation générale du Mouvement pour l'Économie Solidaire :

Le Mouvement pour l'Économie Solidaire (MES), est une association Loi 1901 créée en 2002 qui regroupe au niveau national des réseaux, des acteurs et des citoyens engagés pour l'économie solidaire.

2.1 Historique et mission sociale du mouvement :

Le Mouvement pour l'Économie Solidaire (MES) est issu d'une continuité de regroupements d'acteurs inscrits dans une démarche économique alternative et solidaire. Promoteurs d'une citoyenneté économique, ils revendiquent de concevoir l'économie comme un moyen au service d'un projet de société basé sur des valeurs de solidarité, de partage, de réciprocité et de durabilité.

Le Mouvement pour l'Économie Solidaire a été fondé à Lille en Mars 2002 par les réseaux initialement regroupés dans l'Inter-Réseaux de l'Économie Solidaire depuis Juin 1997. Le Mouvement est une organisation en développement qui souhaite rassembler toutes les organisations s'inscrivant dans l'économie solidaire et intéressées par un espace d'échanges et de coopération transversal, innovant et décloisonné. Il est composé depuis sa fondation par des réseaux nationaux sectoriels et des réseaux régionaux de l'Économie Solidaire, des structures d'appui, des laboratoires de recherche, des citoyens engagés qui se rassemblent autour d'une vision partagée de l'économie solidaire qui peut être définie comme *« l'ensemble des activités de production, d'échange, d'épargne et de consommation contribuant à la démocratisation de l'économie, la vigilance écologique et la justice sociale à partir d'engagements citoyens »*.

La mission du MES est de développer la citoyenneté économique, d'encourager la coopération, de promouvoir des relations équitables et d'œuvrer pour un développement solidaire, démocratique et écologique des territoires. Le Mouvement pour l'Économie Solidaire s'engage, pour le développement de l'économie sociale et solidaire et contribue à la structuration de ce champ socio-économique aussi bien à l'échelle régionale où ses antennes régionales sont membres actifs des CRESS, nationale en tant que tête de réseau de l'ESS membre d'ESS-FRANCE et européenne, le MES est co-fondateur et membre du Comité de coordination du RIPESS Europe.

Le MES développe ses missions dans une forte volonté d'appui à l'élaboration des politiques publiques et d'ouverture à l'ensemble des réseaux de l'ESS et de la transition écologique, il est membre du Collectif pour la Transition Citoyenne.

2.2 Les membres du Mouvement et la gouvernance :

Le MES est riche de la diversité de ses membres et des champs d'activités couverts par ces organismes : services de proximité, développement local, épargne solidaire, commerce équitable, culture, circuits courts, recherche...

A travers ses adhérents, tous engagés pour une économie de proximité, ancrée sur les territoires, ouverte au monde, citoyenne et partageant une vision engagée pour une Transition économique,

écologique, démocratique, sociale et sociétale, le MES regroupe près de 2500 structures représentant plusieurs milliers de salariés et de bénévoles.

En 2019, le Mouvement comptait 27 membres (collectifs, personnes morales et citoyens) regroupés autour de 4 collèges :

- **Collège des réseaux régionaux** : [ARDES](#) Normandie, [APES](#) Haut de France, [ADEPES/MES](#) Occitanie, [CRE-SOL](#) Centre, [PES 21](#) Bourgogne Franche Comté.
- **Collège des réseaux nationaux sectoriels** : [ARTISANS DU MONDE](#) Commerce équitable, [CNLRO](#) Régies de quartier, [MIRAMAP](#) Circuits courts et alimentation responsable, [SEL'IDAIRES](#) échanges non monétaires, [OPALE](#) Culture et entrepreneuriat, [PADES](#) auto production accompagnée, [UFISC](#) Culture et solidarité,
- **Le Collège des initiatives solidaires** : [ALICE SCOP](#) (média citoyen, initiatives citoyennes et coopératives), [ART-EXPRIM](#) (art et éducation populaire), [BABALEX](#) (citoyenneté juridique, commun et ESS), [EXÉMOLE](#) (développement informatique libre), [LE FILAMENT](#) (numérique et ESS),
- **Le Collège des citoyen.es engagé.es** : Danielle AMEUR, [Josette COMBES](#), [José DHERS](#), [Laurent GARDIN](#), Anne-Cécile HANRIOT, [Alexane HEREDIA](#) , [Julien MAST](#).

Réunis chaque année à l'occasion de rencontres nationales et de l'Assemblée Générale, les membres du Mouvement sont les garants de la mission sociale et du projet stratégique du Mouvement.

Chaque année lors de l'Assemblée Générale, Les membres élisent un **conseil d'administration** actuellement composé de 6 personnes : Patricia COLER (UFISC) et Josette COMBES (RIUESS) Co-Présidentes, Luc BELVAL (APES) Trésorier, Bérénice DONDEYNE (ADEPES) Secrétaire, Alexane HEREDIA et Bérengère DELFAIRIERE (APES).

2.3 Le projet d'activité :

Afin de mener son projet de développement et de structuration professionnelle, socio-économique et politique de l'économie solidaire, le MES s'appuie depuis sa création sur la mise en œuvre de moyens à partir de sa dynamique de réseau, en coordonnant et mutualisant l'action de ses membres aux différents niveaux tant sectoriels et professionnels que territoriaux et en organisant la représentation de ses membres au sein d'un conseil d'administration qui porte le projet stratégique et opérationnel du Mouvement à l'échelle nationale et européenne.

Le MES construit son projet d'activité autour de cinq axes d'action :

- **Promouvoir l'ESS et les initiatives d'économie solidaire** en France à partir d'une stratégie de communication et de contribution à la promotion de l'ESS en relation avec ESS-France, la Chambre Française de l'ESS .
- **Développer l'action du mouvement** en renforçant les coopérations et la mutualisation entre ses membres et en participant activement à plusieurs réseaux : Collectif de la Transition Citoyenne, Collectif des Associations Citoyennes, le [Transiscope](#), ...

- **Accompagner la structuration et le développement des acteurs de l'ESS**, en participant aux instances nationales (CSESS, ESS-France,) et régionales (CRESS, Conférences régionales et SRDESS), et en participant avec d'autres réseaux de l'ESS à des actions favorisant des démarches de coopération économique (inter réseau des PTCE) et des dynamiques de recherche-action (RIUESS, Chaire ESS, Collège d'études mondiales, ...).
- **Travailler à la reconnaissance de l'économie solidaire à l'échelle européenne et internationale**, en participant à la recherche de projets communs avec des structures européennes **par le biais du RIPESS Europe** et au Forum Social Mondial sur la thématique de la convergence des mouvements pour un changement de paradigme socio-économique et écologique .
- **Expérimenter de nouveaux outils ou dispositifs pour répondre a des besoins non ou mal couverts**. Il s'agit notamment de promouvoir des formations en interne pour permettre la mise à niveau systématique des membres du réseau à l'égard des évolutions législatives, des nouveaux outils de communication, des dispositifs expérimentaux. Mais également d'expérimenter de nouveaux dispositifs comme par exemple le renforcement des compétences en ESS des enseignants de l'enseignement et de la formation professionnelle développé actuellement dans le cadre du projet européen Erasmus SSE-VET2.

A partir de ces 5 axes, quatre chantiers de coopération entre les membres du mouvement ont été définis comme prioritaires sur les trois ans à venir (2020-2022) :

- **L'innovation sociale et citoyenne au service du développement économique des territoires,**
- **L'évaluation de l'utilité sociale et de l'impact social,**
- **Le plaidoyer en faveur d'une transition économique écologique démocratique sociale et sociétale et la dynamique de convergence,**
- **Les modèles socio-économiques des petites et moyennes entreprises et organisations de l'ESS,**

Ces 4 chantiers ont été construits avec les membres dans le cadre du séminaire *CoConstruire l'économie solidaire* organisé en décembre 2019. Les trois premiers chantiers ont été validés et intégrés au projet d'activité 2020-2022 du Mouvement. Le quatrième chantier reste pour l'instant au stade exploratoire.

2.4 Budgets et équipe opérationnelle :

2.4.1 Le budget réalisé en 2019

Le budget 2019 de l'association est de 56 620 euros hors contributions volontaires, en augmentation de 35 % par rapport à 2018, car il intègre une nouvelle action, la poursuite de la dynamique initiée en 2018 entre les membres du mouvement pour construire un programme opérationnel d'actions de coopération.

Cette augmentation conséquente a été assez bien maîtrisée puisque l'année se termine avec un léger déficit de 1700 euros, lié à un manque de financement sur sa mission de tête de réseau du fait de

l'absence de financement public pour financer sa mission de représentation au sein des instances nationales de l'ESS. Par contre la participation au projet européen SSEVET2 qui vise à renforcer les compétences en ESS des formateurs de l'enseignement et de la formation professionnelle a permis de combler en partie ce déficit.

MES Exercice 2019 - Budget Réalisé par action									
CHARGES	coordinat. nationale	SSEVET2	chantiers coop.	Global 2019	PRODUITS	coordinat nationale	SSEVET2	chantiers coop.	Global 2019
60 – Achat	1227	1070	118	2415	70 – Ventes de produits et prestations	4 060	0	9 080	13 140
Achats d'études et de prestations de service	1000	1070	0	2070	formation	700			700
prestations actions		1070		1070	Remb frais engage par MES	1 360		80	1 440
Achats non stockés de matières et de fournitures	181		118	299	Ajiter	1 000			1 000
Fournitures non stockables (eau, énergie)					APES	1 000		9 000	10 000
Fournitures d'entretien et de petit équipement	46			46					
Autres fournitures					74 – Subventions d'exploitation	21 300	11 358	6 357	39 015
61 – Services Extérieurs	1934	0	7634	9569	Etat :				0
Sous-traitance générale					ddcs75				0
Locations	600		1200	1800	FDVA	6 300			6 300
Entretien et réparation									0
Assurance				0	Régions (s)				0
frais colloques et séminaires		0	6434	6434					0
Documentation	55			55					0
cotisations (ESS France, RIPESS, Collectifs)	1279			1279					0
62 – Autres Services Extérieurs	8389	1994	1326	11709	Département(s)				0
Rémunérations intermédiaires et honoraires	305			305					0
Publicité, publication	75		255	329	Commune(s)				0
Déplacements, missions, réception	7570	1994	1071	10636					0
Frais postaux et télécommunications	292			292					0
Services bancaires, autres	147			147	Organismes sociaux (à détailler)				0
63 – Impôts et taxes	0	0	39	39					0
Impôts et taxes sur rémunération					Fonds européens		11 358		11 358
Autres impôts et taxes			39	39	FPH	15 000		6 357	21 357
64 – Charges de personnel	22202	7046	5397	34645	autres fondations				0
Rémunération des personnels	16235	4932	1765	22932	75 – Autres produits de gestion courante	4 475	0	0	4 475
Charges sociales	5276	2114	616	8006	produit de gestion courantes				0
indemnités			2864	2864	dont cotisations	4 475			4 475
Autres charges de personnel	692		152	844					0
65 – Autres charges de gestion courante				0	76 – Produits financiers	19			19
66 – Charges Financières					77 – Produits exceptionnels				0
67 – Charges Exceptionnelles					78 – Reprises sur amortissements et provisions				0
68 – Dotation aux amortissements					79 – transfert de charges	0	0	0	0
TOTAL DES CHARGES avant contribut. volontaire	33 752	10 110	14 515	58377	TOTAL DES PRODUITS avant contribut. Vol.	29 854	11 358	15 437	56 649
Résultat	-3 898	1 248	922	-1728	Résultat				0
86 – Emplois des contributions volontaires en nature	10 400	4 480	1 575	16455	87 – Contributions volontaires en nature	10 400	4 480	1 575	16 455
Secours en nature					Bénévolat	8 400	4 280	1 575	14 255
Mise à disposition gratuite de biens et prestation	2 000	200		2200	Prestations en nature	2 000	200	0	2 200
Personnel bénévole	8 400	4 280	1 575	14255	Dons en nature				0
TOTAL DES CHARGES	40 254	15 838	17 012	73104	TOTAL DES PRODUITS	40 254	15 838	17 012	73 104

L'équipe opérationnelle, s'est appuyée en 2019 sur :

- La coordination nationale composée d'un salarié Bruno LASNIER coordinateur national et la contribution des bénévoles du conseil d'administration tous actifs au sein de la coordination,
- Une stagiaire issue d'un Master de Sciences Po Paris pour une durée de 5 mois chargée de mettre en place l'action de coopération entre les membres et d'animer un groupe de travail par chantier regroupant des salariés et des bénévoles mis à disposition par les membres.

2.4.2 Le budget 2020 :

Le budget prévisionnel global pour 2020 est de 114 659 euros hors contribution volontaire, soit une augmentation de 80 % par rapport à 2019, correspondant à la mise en place des trois nouvelles actions coopératives inscrites au projet d'activité 2020-2022 validé suite au séminaire de décembre 2019 : innovation sociale et citoyenne au service du développement économique des territoires, évaluation de l'utilité sociale et mesure de l'impact social, plaidoyer en faveur d'une transition économique écologique démocratique sociale et sociétale.

La mise en place de ces trois nouvelles actions entraîne le doublement des charges de personnel (de 34 645 euros à 66 520 euros), afin de :

- consolider le poste du coordinateur national pour affecter du temps de coordination sur les actions coopératives,
- embaucher en janvier 2020, une chargée de communication, à mi-temps (mutualisée avec le RIPESS Europe qui apporte le financement de la totalité du poste) pour mener l' action de plaidoyer en faveur d'une transition économique écologique démocratique sociale et sociétale et la dynamique de convergence,
- embaucher au 1^{er} septembre un.e chargé.e de mission pour coordonner l'action innovation sociale et citoyenne au service du développement économique des territoires,
- s'appuyer sur la mise à disposition de personnel des membres en soutien du coordinateur sur l'action évaluation de l'utilité sociale et de l'impact social en lien avec un projet européen.

Le reste de l'augmentation du budget étant lié à la prise en charge des frais de déplacement et de mission nécessaire à la réalisation de ces 3 actions coopératives et au coût de prestation d'un chercheur associé à la démarche sur l'action « innovation sociale et citoyenne au service du développement économique des territoires ».

Recherche de financement :

Au 1er juin 82 659 euros soit 72% de ce budget sont déjà acquis il reste à obtenir 32 000 euros de financement dont des demandes sont en cours sur :

- le projet innovation sociale et développement économique des territoires : la présente demande auprès de la Fondation crédit coopératif pour 15 000 euros en 2020 et 15000 euros en 2021,
- le projet évaluation de l'utilité sociale et de l'impact social, une demande de 25 000 euros dont 17 000 sur 2020 et 8000 euros sur 2021 est en cours auprès de la Fondation européenne Culture of Solidarity Fund réponse en septembre 2020

Budget Prévisionnel par actions MES Exercice 2020

Budget Prévisionnel par actions MES Exercice 2020			projets coopératifs				projets coopératifs						
CHARGES	délégation nationale	SSEVET2	Dévelop. Territoires	utilité sociale	com/pladoyer	Global 2020	PRODUITS	délégation nationale	SSEVET2	Dévelop. Territoires	utilité sociale	com/pladoyer	Global 2020
60 – Achat	2187	3676	6395	6397	0	18655	70 – Ventes de produits et prestation	900	0	0	0	15 645	16 545
Achats d'études et de prestations de service	1 500	3 621	6 000	6 200		17 321	Prestations de service						0
Achats non stockés de matières et de fournitures	87	55	95	77		314	ripess	900				15 645	16 545
Fournitures non stockables (eau, énergie)						0							0
Fournitures d'entretien et de petit équipement	600		300	120		1020							0
Autres fournitures						0	74 – Subventions d'exploitation	26 200	19 864	27 000	20 000	1 000	94 064
61 – Services Extérieurs	6 850	0	600	600	0	8050	Etat :	7 200	0	0	0	0	7 200
Locations	900		600	600		2100	FDVA	7 200					7 200
Entretien et réparation						0							0
Assurance	300					300	Régions (s)						0
frais colloques et séminaires	1 250					1250							0
Documentation	300					300							0
cotisations (ESS France, RIPESS, Collectifs)	4 100					4100							0
62 – Autres Services Extérieurs	7 974	4 690	4 477	4 160	134	21435	Département(s)						0
Rémunérations intermédiaires et honoraires	122	167	177	160	134	760							0
Publicité, publication	252					252	Commune(s)						0
Déplacements, missions, déplacements	6 400	4 523	4 300	4 000		19223							0
Réception	300					300	Fonds européens	0	19 864	0	0	0	19 864
Multimédia (hébergement, nom domaines, logiciels)	518					518	Erasmus		19 864				19 864
Frais postaux et télécommunications	132					132							0
Services bancaires, autres	250					250	Fonds Privés	19 000	0	27 000	20 000	1 000	67 000
63 – Impôts et taxes	0	0	0	0	0	0	FPH	19 000		12 000	3 000	1 000	35 000
Impôts et taxes sur rémunération						0	Fondation Crédit coopératif			15 000			15 000
Autres impôts et taxes						0	Culture of Solidarity fund				17 000		17 000
64 – Charges de personnel	14 139	11 498	15 528	8 842	16 511	66520	75 – Autres produits de gestion courante	4 000	0	0	0	0	4 000
Rémunération des personnels	10 163	8 523	11 471	6 557	12 997	49710							0
Charges sociales	3 548	2 975	4 005	2 286	3 515	16328	dont cotisations	4 000					4 000
indemnité de stage				0	0	0							0
Autres charges de personnel	429		53			482	76 – Produits financiers	50					50
65 – Autres charges de gestion courante						0	77 – Produits exceptionnels						0
66 – Charges Financières						0	78 – Reprises sur amortissements et provisions						0
67 – Charges Exceptionnelles						0	79 – transfert de charges	0	0	0	0	0	0
68 – Dotation aux amortissements						0							0
TOTAL DES CHARGES avant contributions volontaires	31 150	19 864	27 000	20 000	16 645	114 659	TOTAL DES PRODUITS avant contribut. volontaires	31 150	19 864	27 000	20 000	16 645	114 659
Résultat	0	0	0	0	0	0	Résultat						0
86 – Emplois des contributions volontaires	10 610	1 575	400	400	0	12985	87 – Contributions volontaires en nature	10 610	1 575	400	400	0	12 985
Secours en nature						0	Bénévolat	8 610	1 575	0	0	0	10 185
Mise à disposition gratuite de biens et prestations	2 000		400	400		2800	Prestations en nature	2 000	0	400	400	0	2 800
Personnel bénévole	8 610	1 575				10185	Dons en nature						0
TOTAL DES CHARGES	41 760	21 439	27 400	20 400	16 645	127644	TOTAL DES PRODUITS	41 760	21 439	27 400	20 400	16 645	127 644

3 Le projet : L'innovation sociale et citoyenne au service du développement des territoires :

3.1 Contexte général :

Accompagner la capacité des citoyens et des acteurs à s'auto-organiser pour répondre aux enjeux d'un développement économique social et durable du territoire où ils vivent est un objectif important de la Transition. Au delà de l'émergence d'initiatives citoyennes solidaires, il s'agit d'accompagner les territoires à innover dans leur capacité à répondre collectivement aux besoins des habitants et au développement durable du territoire.

Vers le développement d'écosystème de coopération économique territorialisé:

« L'écosystème économique se définit comme un espace au sein duquel des relations existent, se nouent, se dynamisent entre les différents acteurs, les outils, les ressources territoriales. Il illustre le fait que l'interrelation entre ces différents éléments constitue le principe essentiel du bon «fonctionnement» du système économique. »⁴

La valorisation des ressources locales peut soutenir un modèle de développement basé sur une utilisation durable de l'environnement, une valorisation des hommes et de leurs savoir-faire et la recherche d'une réponse aux besoins des habitants par la connexion entre la production et la consommation au plan local.

De nombreuses initiatives de l'ESS se développent sur les territoires et couvrent une diversité de champs d'activités : services de proximité, circuits courts, agriculture locale et biologique, développement local, commerce équitable, mobilité, énergies renouvelables, recyclage et réemploi des déchets, entretien du patrimoine, finances solidaires et participatives, monnaies locales et sociales, démocratisation de la culture, éducation populaire, emploi et lutte contre les exclusions, insertion par l'activité économique...

Les composantes institutionnelles et actives des territoires, par leur capacité à identifier des besoins, à repérer des initiatives privées, à mobiliser une diversité d'acteurs, à accompagner des projets collectifs, ont un rôle primordial à jouer dans la création d'écosystèmes de coopérations économiques localement pertinentes.

Il s'agit de passer d'une logique de création d'activité à une logique d'animation territoriale visant à assembler les ressources du territoire autour d'un projet de développement économique favorisant des coopérations et des mutualisations entre les activités existantes ou émergentes, en créant de nouvelles formes de coopération, de mutualisation, d'échanges économiques, entre l'ensemble des acteurs qui participent à la vie économique du territoire.

⁴ Guide méthodologique : Régénérons nos écosystèmes économiques ou comment penser autrement l'action publique au bénéfice du développement économique local? Cabinet ARGOS – CDC / – octobre 2016

Ces démarches nécessitent de réinterroger le rôle et la place de chacun des acteurs. Les collectivités locales sont invitées à revisiter leurs outils d'intervention traditionnels dans le développement économique. Les entreprises doivent composer avec des élus qui se réapproprient les choix de développement économique. Les structures d'accompagnement sont sollicitées pour faire le pont entre les besoins d'un territoire et les porteurs de projets potentiels. Les citoyens s'organisent collectivement autour de la réappropriation de biens communs, (l'eau, l'énergie, le patrimoine, les ressources naturelles...) ou pour construire des réponses à des besoins non ou mal couverts et ils sont amenés à s'impliquer à la fois en tant que prescripteurs (lorsqu'ils sollicitent une nouvelle manière de répondre à un besoin), bénéficiaires (ou consommateurs) et investisseurs (ou sociétaires); ils sont de plus en plus appelés à devenir parties prenantes de la dynamique de coopération.

Des outils émergent pour accompagner ces dynamiques de coopération territorialisée, on peut citer les Pôles Territoriaux de Coopération Économique dont le Mouvement pour l'Économie Solidaire a accompagné le développement en tant que membre de l'*inter-réseaux PTCE*, les Contrats Locaux de Développement de l'Économie Sociale et Solidaire, les tiers lieux, les monnaies locales, les Fabriques de la transition ou les entreprises à but d'emploi. **Tous posent la question centrale de la coopération : comment organiser la participation, développer les capacités d'organisation collectives, générer la synergie des compétences collectives, structurer l'animation nécessaire au processus coopératif et participatif, comment amener les différents acteurs à construire une dynamique commune et à prendre en compte les enjeux et les contraintes des autres parties prenantes ?** C'est cette innovation sociale et citoyenne, dont on peine encore à comprendre les potentialités autour de nouvelles pratiques démocratique, économique, environnementale et sociale, dont la mise en acte nécessite aujourd'hui d'être outillée.

3.2 L'action du MES dans ce contexte

C'est dans le cadre des liens tissés avec ces initiatives que l'expérience acquise au sein du Mouvement pour l'Économie Solidaire prend toute sa pertinence, Plusieurs de ses membres accompagnent ou participent à l'émergence d'actions innovantes de développement économique à l'échelle des territoires avec un enjeu commun : la participation active des citoyens.

- **En Bourgogne le Pôle d'Économie Solidaire 21 porte un Générateur de développement économique territorial qui agit pour une innovation sociale et citoyenne au service du développement des territoires :** Le Générateur Bourgogne Franche-Comté réunit 6 acteurs du développement territorial, engagés dans la promotion de l'ESS et de l'économie de proximité au sein des territoires. Avec ces acteurs, le Pôle d'Économie Solidaire 21, opérateur du Générateur pour la Côte d'Or, partage une méthodologie commune pour accompagner les collectivités dans l'identification et la réalisation de leurs projets, contribuer aux côtés des élus, des associations, des entrepreneurs et autres acteurs locaux à créer localement de la valeur économique et sociale. La démarche part de besoins non couverts sur le territoire et

de ressources à valoriser et non de porteurs de projet. Le Pôle travaille depuis début 2018 avec la ville de Chenôve, voisine de Dijon, sur un espace de type Tiers Lieu qui produit du service et de l'emploi aux habitants et pour le territoire. L'objectif est de proposer un bouquet de services innovants dédiés à l'emploi, à l'entrepreneuriat et à l'activité économique de proximité. Le projet s'appuie sur de nouvelles modalités de mise en relation des demandeurs d'emploi et des entreprises locales. Favoriser la rencontre entre les besoins des particuliers et l'offre des acteurs locaux, au sein d'un quartier prioritaire de la politique de la ville, le Mail. En 2019, le Pôle débute l'accompagnement d'une autre collectivité, la Communauté de communes Auxonne – Pontailier - Val de Saône, visant à animer la construction d'un Programme alimentaire territorial. Le Générateur de Bourgogne Franche Comté est soutenu financièrement par la Région, la Banque des Territoires et l'ADEME. www.generateurbfc.fr

- En Haut de France l'APES fait de la coopération et de la citoyenneté le cœur de ses activités. Membre historique du Club Noé, elle est par ailleurs opératrice de parcours d'accompagnement vers l'Economie de la Fonctionnalité et de la Coopération. Reconnue régionalement comme structure de référence sur les Marchés Publics, elle accompagne les collectivités et les acteurs sur ce terrain, via des formations notamment, en insistant sur la bonne définition de ce qu'est « un besoin » et comment collectivement, acteurs privés et publics peuvent y répondre. Convaincue que la coopération s'opère au local, elle a fait de l'animation et du développement territorial son identité, un des axes forts de ses activités et elle intervient actuellement sur 16 territoires des Hauts de France. Elle accompagne également le développement de monnaies complémentaires, elle est fortement impliquée sur l'expérimentation du projet Territoire Zéro Chômeur sur deux quartiers de la Métropole Lilloise, elle est à l'initiative d'une démarche progrès dont l'essence réside dans le croisement des parties prenantes et partenaires d'une structure... En réflexion sur les logiques écosystémiques et l'animation territoriale, l'APES mène une expérimentation de « Mise en récit territoriale » reposant sur la réalisation d'entretiens, de recherches historiques et bibliographiques ou encore de débats publics, dans le but d'entrer dans des logiques de co-construction de stratégies de territoires désirables. Il s'agit là pour l'APES de révéler ce qui fait levier de développement des pratiques solidaires (3 territoires font aujourd'hui l'objet de cette expérimentation). L'APES participe actuellement à la réflexion sur l'évaluation de la démarche d'implication citoyenne sur la Ville de Loos-en-Gohelle, démarche ayant permis la réalisation du « référentiel d'implication citoyenne » et la création d'une "Fabrique des transitions"⁵.
- En Basse Normandie l'ARDES participe depuis 2016 à l'expérimentation Territoires Zéro Chômeurs à Colombelle et a accompagné la création et le développement de l'Entreprise à But d'Emploi (EBE) ATIPIC qui œuvre pour la création de nouveaux emplois pour des personnes en marge du marché du travail en réponse aux besoins insatisfaits du territoire.
- En Occitanie le MES Occitanie développe le Réseau des Relais Locaux de l'Économie Solidaire, et investit à travers ce réseau le développement de tiers lieux solidaires en milieu rural. Le MES Occitanie travaille également depuis longtemps autour de la question de l'évaluation de

5 <http://www.territoires-energie-positive.fr/convaincre/manifeste-vers-une-fabrique-des-transitions>

l'utilité sociale et des démarches progrès, et accompagne des territoires dans leur démarche de développement économique local. En 2020 le MES Occitanie lance en partenariat avec l'association Les Chemins de la Transition un projet expérimental de recherche - action pour le développement d'un écosystème solidaire et résilient dans la dynamique de transition du territoire du Couserans en Ariège. Cette expérimentation s'inscrit dans un travail en partenariat avec le laboratoire GEODE (Université J. Jaurès), Atecopol, l'atelier d'écologie politique, Graine Occitanie, Couserans en Transition et Arc-en-Ciel Théâtre. L'objectif est d'accompagner des lieux et initiatives dans une perspective de réseau territorial de la transition ; tisser des liens vers d'autres territoires ; identifier les leviers et barrières des politiques publiques ; définir le rôle des institutions municipales, départementales, régionales et nationales ; transmettre la connaissance du monde de la transition en pair-à-pair et à de nouveaux acteurs ; promouvoir un bouclage des flux, une relocalisation de l'économie ; concevoir les territoires en tant qu'écosystèmes.

- En région Centre Le Cré-sol s'appuie sur l'éducation à la coopération et la participation pour favoriser les échanges réciproques entre expériences de terrains. Il est associé aux processus de consultation émanant des collectivités et aux groupes de travail thématiques comme le groupe "Coopération Économique" impulsé par la Chambre Régionale de l'Économie Sociale et Solidaire Centre Val de Loire. Le Cré-sol a initié la création du PTCE Coopaxis qui fait du numérique un levier efficace pour l'innovation sociale et économique et construit une culture du numérique inclusive et coopérative. Il est également actif avec les coopératives Artefacts et Odyssée Création dans le collectif Osons dont l'objectif est de cultiver la coopération en offrant des espaces de partage (en présence et en ligne) de pratiques, d'événements de formations et de ressources relatives à la coopération en Touraine ..
- au sein du Réseau des AMAP Ile de France, un projet de coopération a donné naissance à l'association **Abiosol** qui porte le projet <http://devenirpaysan-idf.org/>. L'association Abiosol est née d'un partenariat entre quatre structures complémentaires : La coopérative « Les Champs des Possibles » qui anime un dispositif régional de couveuse d'activités agricoles, permettant aux candidats à l'installation de tester en « grandeur réelle » leur projet pendant 1 à 3 ans dans des fermes d'accueil, accompagnés, dans un cadre légal, avec des moyens matériels mis à disposition. L'association « Terre de Liens Île-de-France » qui favorise l'accès au foncier pour l'installation, mobilise les citoyens autour des enjeux de préservation des terres agricoles, sensibilise et incite les collectivités et partenaires territoriaux à agir en faveur de l'installation agricole. Le Groupement des Agriculteurs Biologiques d'Île-de-France (GAB IdF) sensibilise aux changements de pratiques agricoles, accompagne les conversions et les installations, mobilise les collectivités sur le foncier, la mise en place de circuits de proximité, la préservation de l'eau sur leur territoire et assure un travail de structuration des filières agricoles. Le réseau des AMAP d'Île de France accompagne le développement et la pérennisation des partenariats entre les paysan.ne.s et le groupe de consommateurs qui soutiennent leur ferme. L'objectif d'Abiosol est de proposer un accompagnement optimal des futures installations d'agriculteurs biologiques en Île-de-France en mutualisant les moyens, les

outils et les compétences, grâce à la complémentarité des structures. La force de ce partenariat est de bénéficier du soutien et de la participation, tant de membres de la société civile que de professionnels du monde agricole.

- l'UFISC à partir de son champ thématique culturel a rejoint le **projet Européen AJITER** qui travaille sur la participation des jeunes au développement économique et culturel des territoires ruraux.

Au niveau national, le Mouvement participe également à des dynamiques qui viennent questionner la construction d'écosystème de coopération économique.

- Au sein du Collectif pour la Transition Citoyenne, le MES collabore au projet *L'Ecosystème* dont l'objet est de développer un système économique et social alternatif, priorisant l'écologie et la solidarité aux impératifs du profit et de la croissance économique. Cet écosystème basé sur les expériences fructueuses menées par différentes coopératives agissant dans leurs secteurs, propres à re-centrer la production d'énergie, l'alimentation, les transports, la finance ou les télécoms sur l'humain et le bien commun et à les dé-centrer sur les territoires. Ce projet cherche à assembler autour de coopératives tel que Enercoop, la Nef, Mobicoop, et de leurs usagers, des outils comme une monnaie commune alternative à l'euro ou une fiscalité propre dont le produit permettrait d'accélérer les modèles vertueux de l'économie marchande et le financement des modèles vertueux de l'économie non marchande, mais aussi de proposer un revenu minimum de bienvenue dans *L'Ecosystème*. Plus encore, il s'agirait de faire éclore une comptabilité bénéfique valorisant la création de richesses positives et en freinant celles nuisibles à une société solidaire et écologique. Le projet vise à générer un cycle vertueux : des femmes et des hommes souhaitant s'engager -ou l'étant déjà- dans un réseau de service soutenable, respectueux de la nature et des hommes, développeraient un sentiment d'appartenance à une communauté qui générerait une capacité de financement capable de stimuler les projets de *L'Ecosystème*.
- Au sein de ce même Collectif le MES est impliqué dans le [Pacte pour la Transition](#) dont l'objectif est de favoriser la coopération entre collectivité locale et citoyens autour de d'un programmes de mesures en faveur de la transition.
- Au sein de la Plateforme Web des Alternative : [Le Transiscope](#), est un outil coopératif d'agrégation de données qui permet de rendre visible les initiatives de la transition écologique et solidaire et dont l'un des objets est de favoriser la coopération entre initiatives d'un territoire.

3.3 Des Constats , un diagnostic et des enjeux partagés

La mise en place d'un groupe de travail spécifique sur ce chantier coopératif lors du séminaire Coconstruire l'économie solidaire nous a permis d'établir collectivement des constats, un diagnostic et des enjeux partagés pour fonder la mise en place d'une action collective.

Le premier constat issu du groupe de travail est celui de la nécessité d'un partage d' expériences et d'une mutualisation des connaissances, des difficultés, des savoirs, des outils, des méthodes, ... un besoin de « faire système ».

Dans la mise en place de ces actions, chacun des acteurs travaille en partenariat avec d'autres acteurs, s'associe à des démarches et des dynamiques émergentes, en fonction des réalités de son territoire, des acteurs en présence et de leurs réseaux d'appartenance; Ainsi chacun est associé à différentes démarches : fabriques de transition, Pôles territoriaux de coopération économique, Tiers lieux, Fablab, Territoire Zéro chômeur,... Par ailleurs chaque expérience s'inscrit dans des enjeux spécifiques et donc différents par exemple développer les circuits court alimentaires et une agriculture de proximité durable pour l'action "Devenir paysan", favoriser l'emploi et l'émergence d'activités utiles socialement pour les expérimentations "Territoire Zéro Chômeur", favoriser la production et la consommation locale des énergies renouvelables dans le cas des "Territoires à Énergie Positive" (TEPOS), relocaliser l'économie grâce à une monnaie locale dans le cas dans le cas de la Métropole Lilloise, Face à cette diversité un constat s'impose : le besoin de comprendre les liens, les synergies, les complémentarités à construire entre ces différentes formes de structuration, comprendre ce qui fait la spécificité propre à chaque entité et l'adéquation de chaque démarche à ces différentes dynamiques

Ainsi au-delà de l'interconnaissance et du renforcement mutuel, il s'agit de mutualiser les expériences pour construire une vision partagée d'un développement économique des territoires intégrant chaque singularité pour renforcer et structurer les dynamiques en cours au niveau national.

Le travail de réflexion collective mené par le groupe de travail constitué sur ce champ, démontre qu'il y a tout à gagner à approfondir les points forts pour plus de collectif sur ces sujets et affirmer aussi une technicité spécifique. S'associer pour construire une stratégie politique et faire progresser la voie de l'animation de la coopération et de la citoyenneté économique, commun à toutes ces expérimentations.

Enfin, la conclusion du séminaire de travail est que le MES et ses membres sont porteurs de solutions innovantes et concrètes à des problématiques que les territoires rencontrent dans leurs stratégies de développement économique et auxquelles les modèles en place ne répondent pas.

3.4 L'inscription du projet dans une démarche de recherche action en lien avec le Collège d'études mondiales - FMSH :

La volonté d'inscrire les pratiques innovantes des acteurs de l'économie solidaire dans un cadre théorique et universitaire est le fruit des liens historiques qui existent entre le MES et des Laboratoires de recherche en socio-économie (CRIDA, CNAM, Chair'ESS, RIUESS) et des enseignants chercheurs universitaires comme Jean Louis Laville, Laurent Gardin, ou Laurent Fraise.

L'inscription du projet dans une démarche de recherche action en lien avec le Collège d'étude mondiales s'articule entre les réflexions menées au sein du groupe de travail durant les ateliers du séminaire Coconstruire, auxquels a participé Laurent Fraise et l'intérêt du MES pour le programme de recherche [Démocratie et économie plurielles](#) du Collège d'études mondiales – Maison des sciences de l'homme, porté par Jean Louis Laville.

Laurent Fraisse connaît bien le MES puisqu'il a participé à son développement durant de nombreuses années en tant que représentant du CRIDA. Pour le MES Laurent Fraisse avait dirigé la publication du Guide ***Avec les régions, l'économie sociale et solidaire en mouvement. Regards et implication des acteurs et réseaux dans la construction des politiques régionales d'économie sociale et solidaire.***⁶ Laurent Fraisse a également collaboré avec le MES dans la cadre de la création du Labo de l'ESS, puis de l'intergroupe sur les PTCE au sein de l'institut Godin⁷. Enfin plus récemment dans le cadre de l'étude [La co-construction de l'action publique : définition, enjeux, discours et pratiques](#) élaborée et conduite en partenariat entre chercheurs du Collège d'études mondiales, FMSH et responsables de plusieurs têtes de réseaux : le Collectif des Associations Citoyennes (C.A.C.), le Mouvement Associatif (LMA), le Réseau National des Maisons des Associations (R.N.M.A.) et l'Union Fédérale des Intervenants dans le Secteur Culturel (U.F.I.S.C.).

L'objectif de notre recherche action est de redynamiser la triangulation entre pouvoirs publics, réseaux de l'économie solidaire et chercheurs autour d'une autre manière de concevoir l'innovation sociale citoyenne au service du développement économique du Territoire.

Notre constat de départ de notre recherche est que l'innovation sociale a été happée ces dernières années par une conception restrictive privilégiant l'économie de marché internationalisée à travers la diffusion du modèle du social business. L'assimilation réductrice de l'innovation sociale à cette forme entrepreneuriale induit l'invalidation d'autres formes d'expérimentations citoyennes reléguant leurs modes d'organisation à l'archaïsme. De plus, la montée en force de l'accompagnement des associations par un ensemble de cabinets de conseils et think tanks constitue un autre vecteur de normalisation marchande de l'innovation sociale. Ces derniers défendent les partenariats bénéfiques entre les associations et le secteur privé lucratif comme stratégie de modernisation des initiatives citoyennes. Ils misent sur le « changement d'échelle de l'innovation sociale », en proposant des solutions répliquables sur différents territoires. Ce discours prône la nécessité d'alliances entre associations et entreprises pour renforcer les financements privés, mais il n'opère aucune distinction entre entreprises relevant du capitalisme international financiarisé et entreprises relevant d'une économie marchande territorialisée, composée des petites et moyennes structures conservant un ancrage dans les territoires locaux.

Or, les différentes recherches menées au niveau international montrent que cette vision technocratique de l'innovation sociale, mise en avant par beaucoup de médias, n'a eu que très peu d'effets concrets sur les territoires. Pire, elle a invisibilisé de nombreuses autres formes d'innovation sociale et citoyenne. Ce sont ces dernières auxquelles ce projet vise à redonner droit de cité en les mobilisant pour un développement du bien vivre sur les territoires.

Notre recherche action participative se construit des lors en deux en deux phases :

- *La Construction d'une communauté d'accompagneurs MES à la coopération au service d'une transition solidaire et écologique des territoires et la capitalisation collectives des compétences outils et méthodes développées.*

6 ***Avec les régions, l'économie sociale et solidaire en mouvement. Regards et implication des acteurs et réseaux dans la construction des politiques régionales d'économie sociale et solidaire.*** Ouvrage collectif sous la direction de Laurent Fraisse CRIDA, édition MES-RTES, 2006, 44 pages

7 <http://www.lelabo-ess.org/etude-de-laurent-fraisse-sur-les-ptce-premier.html>

- *La diffusion et expérimentation de la méthode capitalisée sur quatre nouveaux territoires.*

Le projet prévoit l'implication de Laurent Fraisse comme chercheur associé à l'ensemble de l'étude Phase 1 et 2 à la fois en apport méthodologique (construction des visites apprenantes, des grilles de questionnements), en aide à la rédaction d'analyses et de synthèse, et en supervision d'un rédacteur MES pour le guide.

4 Description du projet :

4.1 Objectifs

L'objectif global du projet est de construire une communauté d'accompagnateurs partageant des méthodes et des outils, en capacité d'accompagner de nouveaux territoires à mettre en place des écosystèmes résilients et innovants de développement économique intégrant la participation des citoyens.

La réalisation de cet objectif se construit dans le cadre d'une recherche-action participative associant :

1. Un groupe de pilotage :

Ce groupe de pilotage est composé :

- **de représentants des structures membres du MES :**
 - Fabrice PENASSE, directeur du Pole d'Economie Solidaire de Cote d'Or (PES 21), MES Bourgogne Franche Conté
 - Luc BELVAL, Président d'Acteurs Pour l'Economie Solidaire, APES MES Haut de France,
 - Patricia COLER délégué général de l'UFISC, Réseau National Culture
 - Bérénice DONDEYNE présidente de l'ADEPES-MES Occitanie
 - Annie BERGER Administratrice de l'Association Régionale de Développement de l'Economie Solidaire MES Normandie et Présidente d'ATIPIC l'Entreprise à But d'»Emploi TZC de Colombelles (14)
 - Catherine LEGRAND, Administratrice du CRESOL MES Centre
- **de représentants des partenaires associés :**
 - Louisa CHERIFI, Directrice générale PoleS)
 - Elise GRUNTZ Terre de convergence, administratrice réseau des ressourceries
 - Michel JEZEQUEL Directeur Général Don Bosco
 - Mathieu ROUYER Chargé de mission les Chemins de la Transition,

- Patricia ANDRIOT et Anne Laure Fediricci, RTES
- Jose DHERS, Unadel
- **De chercheurs Universitaires :**
 - Jean-Louis LAVILLE et Laurent Fraise (Enseignants CNAM - chercheurs MSH Collège d'études Mondiales)

2. Un groupe d'accompagnateurs de démarche de développement économique de territoire qui participeront à l'action qui sous la direction d'un coordinateur MES et de Laurent Fraise Chercheur CEMMSH participeront au deux phases de la recherche action participative.

- Fabrice PENASSE directeur du PES 21, Générateur BFC
- Bruno LASNIER délégué général du MES, Écosystème, Transiscope, Pacte
- Julien BOIDIN animateur de Territoire APES HDF,
- Laure HUBERT-RODIER, Chargée de mission Ufisc, Projet AJITER
- Cedric DUPAS Chargé de mission ADEPES, Relais Locaux, Tiers lieux solidaires
- Mathieu ROUYER Chargé de mission les Chemins de la Transition,
- Fanny MOLLET chargé de mission ARDES en charge de l'expérimentation TZC
- Jemma Lemarchand coordinatrice ABIOSOL (devenir Paysan)
- Louisa CHERIFI (Directrice générale PoleS)
- Elise Gruntz : terre de convergence, administratrice réseau des ressourceries
- Michel JEZEQUEL Directeur Général Don Bosco

La Recherche action *Innovation sociale et citoyenne, des territoires en action*, en partenariat avec le Collège d'études mondiales sur son volet Recherche sur les innovations sociales qui se déroule en 2 phases :

1. La construction de la communauté apprenante d'accompagnateurs : mutualisation et capitalisation de leurs expériences et de leurs savoirs pour construire une vision partagée d'un développement économique des territoires intégrant une transition économique sociale et environnementale :

- Un parcours de 6 visites apprenantes
- Capitalisation des expériences, outils et méthodes,
- Conception d'une boîte à outils commune et transférable

- la réalisation d'un séminaire de restitution des résultats de la phase 1 et lancement de la phase 2 ouverts à d'autres parties prenantes qui travaillent sur le même même sujet (exemple Labo ESS, Fabriques des transition ANCT, ...).

2. La réalisation d'une étude expérimentale de la méthode capitalisée sur de nouveaux territoires. Il s'agit d'expérimenter la mise en place d'écosystèmes de coopération économique sur de nouveaux territoires .

- Expérimentation de la méthode sur quatre nouveaux territoires
- rédaction d'une analyse transversale et d'un guide de repère méthodologiquement
- un séminaire de restitution

4.2 Description concrète de la méthodologie envisagée

Le projet repose sur 2 phases la construction d'un savoir partagé avec l'utilisation successive de deux méthodologies, une première méthodologie de construction d'une communauté apprenante d'accompagnateurs partageant une boîte à outils méthodologiques et un catalogue d'expériences innovantes, une méthodologie de recherche expérimentale auprès de territoires volontaires

4.2.1 Les visites apprenantes comme espaces de formation-action.

L'utilisation de cette méthode permettra de construire une communauté apprenante d'accompagnateurs de démarche de développement économique de territoire. Composée des personnels en charge de ces missions au sein du MES et de réseaux partenaires, associés à un chercheur membre du Mouvement qui travaille depuis de nombreuses années sur les liens entre coopération économique territoriale et coopération entre citoyens, entreprises et collectivités publiques et animée au niveau national par un coordinateur/formateur de la communauté.

Les différentes phases de la méthode

- Construction de la communauté
- Réalisation de 6 visites apprenantes et de 6 journées de travail collaboratif de capitalisation des expériences
- Mise en place des outils de capitalisation : monographies d'expériences innovantes d'écosystèmes de coopération économique territoriale, récits de territoires, fiches projet, fiches méthodologiques de la Participation,
- La production des résultats : guide méthodologique, boîte à outils en ligne

Cette première étape du projet doit mettre en évidence les modalités et méthodes de travail, interroger leur plus-value, leur capacité à mobiliser les acteurs et les mettre en situation de coopération sur les territoires.

L'objectif est de valoriser les spécificités des méthodes et outils pour analyser des trajectoires de territoires, produire de la coopération, faire richesse autrement dans les territoires... Pour le MES, il est important de montrer la plus-value de l'économie solidaire au service de nouvelles formes de développement territorial. Au-delà d'une démarche de communication, il s'agit de mettre en évidence les fondamentaux de l'ESS.

Les visites apprenantes :

6 visites apprenantes organisées sur 2 j à 2,5 j selon la localisation du site visité

La liste des visites n'est pas encore établie définitivement cependant on envisage une visite en Haut De France en lien avec l'APES autour d'une démarche de récit de territoire, une visite en Bourgogne en lien avec PES21 autour d'un projet innovant accompagné par le Générateur BFC, une visite dans le Cousserans en Occitanie en lien avec les Chemins de la Transition, une visite à Marseille au Fablab avec l'association AVEC NOUS , une visite à Caen auprès de l'Entreprise à But d'Emploi Territoire Zéro Chômeur en lien avec l'ARDES, Une visite en Bretagne autour d'un projet en lien avec Don Bosco.

Une douzaine de personnes participe aux visites apprenantes dont la majorité participera à toutes les visites

L'objectif est de comprendre la spécificité de cette approche et de capitaliser les méthodes et outils à partir des projets les plus *aboutis et innovants en matière d'accompagnement à la coopération et à la transition* . L'objet de la visite sera clarifié avant chaque visite afin de prévoir *les parties prenantes à rencontrer*. Car si nous voulons échanger sur la structure d'accompagnement dans son écosystème, cela suppose de rencontrer les partenaires de la coopération, ce qui s'anticipe à l'avance *pour organiser des rendez-vous sur 2 jours*.

Mode opératoire d'une visite :

Avant chaque visite une *fiche de présentation préalable de la structure ou du projet* fourni par la structure hôte

La visite débute avec *une réunion avec l'équipe de la structure visitée*, puis deux demi-journées de *réunions avec les parties prenantes* de la coopération, puis une dernière *réunion bilan à chaud* avant le retour.

- Une *grille de questionnement commune* proposée par le chercheur et validée par les acteurs qui identifie les dimensions à interroger collectivement pendant la visite apprenante (par exemple la posture et les ressources de l'accompagnement, le type d'innovation sociale engendrée, les formes et parties prenantes de la coopération, la place et les modalités de la participation des citoyens, les effets sur la transition écologique des territoires, etc.).

- Une responsabilité dans *les prises de note lors des échanges*, tentative de *première synthèse collective en fin de chaque visite*, envoi d'une *note libre d'impression des points saillants (0,5 à 2 pages)* retenus par chaque participant, *une note de synthèse* rédigée par le chargé de mission et le chercheur reprenant les dimensions de la grille de questionnement.

A l'issue des visites une *analyse transversale de l'ensemble des visites et la rédaction d'un écrit* qui servira de base à *un élargissement ponctuel à d'autres parties prenantes* qui travaillent sur le même même sujet (Labo ESS, Fabriques des Transition, Carrefour de l'Innovation, ...).

Intervention Laurent Fraisse/ chercheur :

- 1 jour d'élaboration de la grille commun de questionnement,
- 6 jours de visites apprenantes

- 2 jours pour la rédaction de 4 notes de synthèse de 6 visites.
- 3 jours de rédaction d'une analyse transversale.
- 2 jours de participation aux séminaires transversaux

4.2.2 Diffusion de l'expérimentation sur de nouveaux territoires :

Expérimenter sur de nouveaux territoires la capacité du réseau à utiliser le panel d'outils mis en commun pour répondre aux besoins spécifiques d'un territoire, analyser ce qui pourrait être une méthode pour essayer autrement un développement économique territorial résilient en faveur d'une transition sociale et écologique.

Cette étape s'appuie sur la communauté apprenante et la boîte à outils construites précédemment et sur un partenariat avec le Collège d'études mondiales sur son volet Recherche sur les innovations sociales : « Expérimenter de nouveaux écosystèmes de coopération économique territorialisée ».

L'expérimentation vise à analyser la capacité des démarches établies pour répondre aux problématiques territoriales, que les stratégies de développement en place peinent à résoudre pour soutenir une économie locale et résiliente :

- Comment distinguer économie de marché territorialisé et économie de marché internationalisé?
- Comment identifier les initiatives volontaires et les acteurs se positionnant dans une démarche d'ESS pour rechercher une synergie et développer des écosystèmes de coopération ?
- Comment identifier les initiatives qui sont dans une économie informelle afin de contribuer à leur reconnaissance et à leur formalisation ?
- Comment recenser des besoins non couverts et répondre à ces besoins en associant les citoyens, les initiatives, les entreprises et les collectivités ?
- comment articuler les différentes formes d'économie au service d'un développement économique durable écologique et solidaire.

Les différentes phases de la recherche action :

- Construction du cadre méthodologique,
- Constitution du groupe de pilotage
- Définition des fonctions accompagnateurs/experts/chercheurs...
- Construction de l'appel à manifestation d'intérêt
- Construction du mode de financement des expérimentations
- Mise en place des expérimentations : pour chaque expérimentation, groupe d'experts associés, définition des objectifs, étapes et calendrier de réalisation, budget opérationnel.
- Mise en place des outils de suivi et de capitalisation.
- Production des résultats de la recherche action

Intervention Laurent Fraisse / chercheur : 12 journées de travail prévues sur cette phase

4.3 la fiche projet : Accompagner l'innovation sociale et citoyenne dans le développement économique des territoires vers une transition sociale et écologique

Finalité : construire une communauté apprenante pour l'accompagnement de démarches innovantes et citoyennes de développement territorial solidaire et écologique pour accompagner de nouveaux territoire dans cette démarche

Objectifs opérationnels : développer une communauté d'échanges et un espace de capitalisation de méthodes et de pratiques innovantes en matière d'accompagnement de stratégies de développement socio-économique et environnemental des territoires et expérimenter les capacités d'accompagnement de la communauté auprès de territoires volontaires dans le cadre d'une recherche action.

Moyens humains affectés à l'action : Un groupe de travail d'une dizaine d'accompagnateurs mobilisés sur 18 journées de travail phase 1 et 12 journées de travail phase 2, un chargé de projet affecté à l'action à mi-temps sur 2 ans et demi, participation délégué national en charge de la coordination, un chercheur associé a l'ensemble de la recherche action , 14jours sur la phase 1 et 12 jours en phase 2 à construire en fonction du cadre définis avec le Collège d'études mondiales et l'ANCT.

Objectif -1- Construire une communauté d'échange de pratique et de capitalisation de méthodes et d'outils

Sous Objectifs 1.1	Moyens	Date de réalisation	Indicateurs d'évaluation et livrables
- construction de la communauté apprenante	constitution du groupe de travail , mise en place des outils collaboratifs, construction du projet commun, organisation du projet, 3 réunions et 6 journées de travail du délégué national	01/01/2020 30/06/2020	liste des participants liste des expériences inspirantes nb de rencontres et de réunions organisées
Sous Objectifs 1.2 - réalisation des 6 visites apprenantes	Moyens prise en charge des coûts déplacement , hébergement et repas d'un groupe de 10 personnes pour la réalisation de 12 journées de visites 12 journées de travail délégué national 30 journées de travail Chargé.e de mission 9 journées de travail chercheur associé	Date de réalisation 01/09/2020 31/03/2021	Indicateurs d'évaluation et livrables Grilles de questionnements Calendrier des visites Compte - rendus des journées de visites feuille d'émargement des participants
Sous Objectifs 1,3 - réalisation de 6 rencontres d'analyse et de capitalisation organisées alternativement en présentiel à distance	Moyens Prise en charge des coûts déplacement , hébergement et repas d'un groupe de 10 personnes pour la réalisation de 6 journées de travail en collectif , trois journées en parallèle des visites et trois journées après les visites. 6 journées de travail délégué national 24 journées de travail Charge.e de mission 3 journées chercheur associé	Date de réalisation 01/09/2020 31/03/2021	Indicateurs d'évaluation et livrables compte rendus des journées de travail feuilles d'émargement fiches pédagogiques
Sous Objectifs 1.4 - capitalisation des résultats et édition des livrables	Moyens Rédaction mise en page et publication des fiches outils et méthodes, récits expériences exemplaires Rédaction rapport de la démarche visites apprenantes. Construction de la boite a outils de l'espace ressources en ligne 10 journées de travail délégué national	Date de réalisation 01/09/2020 31/06/2021	Indicateurs d'évaluation et livrables espace ressource en ligne guide de repères rapport action objectif 1

	60j journées de travail Chargé.e de mission 2 journées chercheur associé		
Objectif-2- réaliser une étude expérimentale sur des territoire volontaire			
Sous Objectifs 2.1 - construction du cadre de l'étude expérimental	Moyens - Construction du cadre partenarial de la recherche action avec le Collège d'Etudes Mondiales - Recherche des partenaires associé a la démarche - Construction du groupe de pilotage 8 journées de travail du délégué national	Date de réalisation 01/01/2021 31/05/2021	Indicateurs d'évaluation et livrables composition comite de pilotage comptes rendu réunion
Sous Objectifs 2.2 - lancement de l'étude et recherche des territoires volontaires pour l'expérimentation	Moyens Écriture appel à manifestations d'intérêt recherche des territoires d'expérimentation, élaboration des méthodologies d'expérimentation, constitution des groupes d'experts, construction du cadre d'intervention. . 10 journée délégué national - 24 journées du chargé.e de projet - 3 journées chercheur associé	Date de réalisation 01/01/2021 - 31/04/2021	Indicateurs d'évaluation et livrables composition comité d'experts comptes rendus réunions et résultats appel à manifestation
Sous Objectifs 2.3 - réalisation des expérimentations	Moyens - Mise en place et suivi de 5 expérimentations : (5*20) 100 jours de travail du Chargé de projet Travail de mise en commun des expérimentations mises en lien avec la recherche 20 jours de travail du chargé de projet comité de pilotage : 10 journées de travail chargé de projet soit 130 jours de travail du chargé de projet 10 journées de travail délégué 5 journées chercheur associé	Date de réalisation 01/05/2021 au 31/12/2021	Indicateurs d'évaluation et livrables Rapports de suivi
Sous Objectifs 2.4 - rédaction, publication et diffusion étude	Moyens 65 journées chercheurs associé 30 jours délégué général	Date de réalisation 01/01/2022 30/06/202	Indicateurs d'évaluation et livrables Étude

4.4 Calendrier prévisionnel et Livrables attendus

Calendrier prévisionnel de l'action

Actions	01 20	02 20	03 20	04 20	05 20	06 20	07 20	08 20	09 20	10 20	11 20	12 20	01 21	02 21	03 21	04 21	05 21	06 21	07 21	08 21	09 21	10 21	11 21	12 21	01 22	02 22	03 22	04 22	05 22	06 22
Objectif -1-	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■	■													
S.0.1.1	■	■	■	■	■	■	■																							
S.0.1.2								■	■	■	■	■	■	■	■															
S.0.1.3								■	■	■	■	■	■	■	■															

- Etape 2 : **mise en place des expérimentations en lien avec des territoires**
- **Janvier 2022- Juin 2022 :**
 - Etape 2 : suivi et fin des expérimentations et mise en commun des axes de recherche, Rédaction et publication des résultats de l'expérimentation.

4.5 Moyens mis en œuvre

La mise en œuvre du Projet nécessite :

- 0,15 % ETP par an du délégué général pour la coordination, la mise en place des partenariats, la définition des cadres de l'action, la coordination générale et l'encadrement du / de la chargé.e de mission affecté.e à l'action.
- 0,5 ETP sur 5 mois en 2020 puis par an d'un.e chargé.e de mission pour la mise en place, le suivi et l'évaluation de l'action et l'animation du groupe de travail.
- la participation des chargé.e.s de mission en charge d'accompagnement des démarches de développement économique des territoires au sein du réseau au groupe de travail soit une dizaine de personnes mobilisées 15 jours chacun.e sur étape 1, puis selon les projets expérimentés sur la phase 2.
- la rémunération d'une prestation d'un.e chercheur.e
- des moyens d'organisation logistique des visites apprenantes et des réunions collectives en présentiel : frais de déplacements, frais de mission (hébergement, restauration) éventuellement la location de salle.

4.6 Budget du projet et plan de cofinancement

4.6.1 Budget prévisionnel par an sur trois ans :

L'action innovation sociale et citoyenne au service du développement des territoires porte sur une période de 3 ans et un budget global de 110 000 euros hors contributions volontaires.

La demande de financement auprès de la Fondation Crédit coopératif porte sur un cofinancement de la phase 1 pour un montant de 30 000 euros étalés sur les deux premiers exercices 2020 et 2021 .

Budget prévisionnel : action Innovation sociale et développement des territoires 2020-2022

CHARGES	2020	2021	2022	Total	PRODUITS	2020	2021	2022	Total
60 – Achat	6395	6060	6174	18629	70 – Ventes de produits et prestations	0	0	5 000	5000
Achats d'études et de prestations de service	6 000	6 000	6 000	18 000	Prestations de service				0
Achats non stockés de matières et de fourniture	95	60	174	329	formation			5 000	5000
Fournitures non stockables (eau, énergie)				0					0
Fournitures d'entretien et de petit équipement	300			300					0
Autres fournitures				0	74 – Subventions d'exploitation	27 000	42 000	36 000	105000
61 – Services Extérieurs	600	2 400	2 700	5700	Etat :	0	15 000	24 000	39000
Locations	600	1 200	1 200	3000	ANCT	0	15 000	24 000	39000
Entretien et réparation				0					0
Assurance				0	Régions (s)	0			0
frais colloques et séminaires		1 200	1 500	2700					0
Documentation				0					0
cotisations (ESS France, RIPESS, Collectifs)				0					0
62 – Autres Services Extérieurs	4 477	3 364	1 950	9791	Département(s)	0			0
Rémunérations intermédiaires et honoraires	177	0		177					0
Publicité, publication			850	850	Commune(s)	0			0
Déplacements, missions,	4 300	3 364	1 100	8764					0
Réception				0	Fonds européens	0	0	0	0
Multimédia (hébergement,nom domaines, ...)				0	Erasmus				0
Frais postaux et télécommunications				0					0
Services bancaires, autres				0	Fonds Privés	27 000	27 000	12 000	66000
63 – Impôts et taxes	0	0	0	0	FPH	12 000	12 000	12 000	36000
Impôts et taxes sur rémunération				0	Fondation crédit coopératif	15 000	15 000		30000
Autres impôts et taxes				0	Autres fondations				0
64 – Charges de personnel	15 528	30 176	30 176	75880	75 – Autres produits de gestion courante	0	0	0	0
Rémunération des personnels	11 471	22 367	22 367	56206					0
Charges sociales	4 005	7 808	7 808	19621	dont cotisations				0
indemnité de stage				0					0
Autres charges de personnel	53			53	76 – Produits financiers				0
65 – Autres charges de gestion courante				0	77 – Produits exceptionnels				0
66 – Charges Financières				0	78 – Reprises sur amortissements et provisions				0
67 – Charges Exceptionnelles				0	79 – transfert de charges	0	0	0	0
68 – Dotation aux amortissements				0					0
TOTAL DES CHARGES avant contributions volontaires	27 000	42 000	41 000	110 000	TOTAL DES PRODUITS avant contrib. Volont	27 000	42 000	41 000	110 000
Résultat	0	0	0	0	Résultat				0
86 – Emplois des contributions volontaires e	400	600	600	1600	87 – Contributions volontaires en nature	400	600	600	1600
Secours en nature				0	Bénévolat	0	0	0	0
Mise à disposition gratuite de biens et prestati	400	600	600	1600	Prestations en nature	400	600	600	1600
Personnel bénévole				0	Dons en nature				0
TOTAL DES CHARGES	27 800	43 200	42 200	113200	TOTAL DES PRODUITS	27 800	43 200	42 200	113200

4.6.2 Plan de financement :

- La Fondation pour le Progrès de l'Homme** : La FPH finance déjà le MES dans le cadre d'une convention triennale de fonctionnement depuis 2018, une aide supplémentaire a été attribué l'an passé pour l'organisation du séminaire *CoConstruire l'Économie Solidaire* qui a permis la conception du projet. Un budget supplémentaire a été obtenu en 2020 et un budget spécifique a été intégrer à la convention 2021-2023 pour financer ce projet à hauteur de 12 000 euros par an, soit au total un financement de 36 000 euros sur 3 ans représentant 32 % du budget global de l'action

- **La Fondation Crédit Coopératif** est sollicitée sur les deux premières années **pour financer la phase 1 du projet à hauteur de 30 000 euros sur deux ans**, ce qui représente 27 % du financement global.
- **L'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires: Dans la perspective du financement de la Phase 2**, L'ANCT a été contactée sur ce projet, en début d'année 2020, et s'est montrée intéressée. Le projet initial leur a été transmis, les partenariats avec le Réseau des Territoires pour l'économie Solidaire et avec plusieurs territoires pourrait permettre d'avancer autour du montage d'une **Fabrique prospective**, une des offres de service de l'ANCT, qui permet à des territoires d'être accompagnés, individuellement et collectivement, afin de travailler sur une transition (écologique, démographique, économique...) d'intérêt national et territorial. Pendant un an, chaque Fabrique Prospective regroupe quatre territoires volontaires accompagnés par un prestataire qualifié, piloté et financé, en tout ou partie, par l'Agence nationale de la cohésion des territoires.. L'objectif est qu'à l'issue des travaux, chaque territoire dispose de pistes pour traduire concrètement la démarche en termes d'action, de gouvernance, de partenariats, etc. Les élus locaux sont au cœur de la démarche de la Fabrique Prospective, c'est pourquoi le projet est de s'appuyer sur des territoires volontaires pour monter l'étude expérimentale le financement nécessaire de 51 000 euros (41 % du budget global soit environ 12 500 euros par territoire.

5 Résultats attendus et évaluation

5.1 Livrables du projet

Étape 1 fin 2021 :

- * Conception d'un Guide de repères méthodologiques : **Innovations sociales et citoyennes au service du développement des territoires dans la collection La Librairie des Territoires**
- * Organisation d'un séminaire de restitution et de mise en réseaux des travaux produit par la recherche action, a destination des acteurs et dispositifs intéressés par la thématique **Innovations sociales et citoyennes au service du développement des territoires**
- * Mise en ligne d'une plateforme ressource **Innovations sociales et citoyennes au service du développement des territoires**

Étape 2 fin 2022 :

- * Publication de l'étude expérimentale en partenariat avec le Collège d'études mondiales et le Réseau des Territoires d'Economie Solidaire,

5.2 Les indicateurs de suivi et d'évaluation du projet :

- Les documents qui seront produits (livrables), et leur diffusion
- Un événement de restitution...
- Des rapports intermédiaires annuels de suivi et d'évaluation de l'action et un rapport final en 2022

5.3 Pérennité et développement du projet

L'objectif de ce projet est de construire une communauté apprenante d'accompagnateurs dont l'activité perdurera au-delà de 2022, de développer un espace de ressources partagées et formatives (état de l'art, témoignages, méthodologies, outils, ...) permettant une réflexion systémique sur ce sujet et le développement de nouvelles actions plus éclairées. Cet espace ressource sera ouvert à tous et développé avec des outils, des licences et une logique de commun numérique open source afin de favoriser son utilisation par tous ceux qui ont un intérêt et des moyens pour poursuivre la recherche méthodologique sur ce domaine.

Le projet vise également l'accompagnement de territoires expérimentaux vers une stratégie innovante de développement en phase avec les enjeux de la transition économique sociale et environnementale. L'expérience devrait se transmettre entre territoires grâce à la plate-forme et aux compétences mobilisables à la suite de la recherche-action.

Enfin le projet n'a pas seulement vocation à renforcer et mutualiser les compétences et les savoir faire en interne au mouvement, mais aussi d'alimenter l'ensemble des démarches portées par d'autres qui vont dans le sens de favoriser la transition citoyenne écologique et solidaire des territoires, pour un avenir plus juste et plus durable.